

La sénatrice américaine Dianne Feinstein a annoncé dimanche qu'elle allait proposer une loi pour bannir les fusils d'assaut dès l'entrée en fonction du nouveau Congrès début janvier, après la fusillade dans une école du Connecticut qui a fait 26 morts vendredi. Interrogée pour savoir si le président Barack Obama soutiendrait son initiative, la sénatrice démocrate de Californie a répondu: «*Je pense qu'il le fera*».

La [tuerie de Newtown](#) relance une nouvelle fois, aux Etats-Unis, le débat sur les armes à feu, dont la possession est protégée par le second amendement de la Constitution. Les Américains restent divisés sur l'opportunité de renforcer la législation sur les armes à feu, qui ont tué en 2009 dans le pays 31 000 personnes, dont plus de 18 000 suicides.

Barack Obama a appelé à des mesures «*significatives*» pour empêcher une nouvelle tragédie, alors que la Maison Blanche avait tout d'abord déclaré que ce n'était «*pas le jour*» pour engager le débat.

Une tournure qui a fait réagir les avocats d'une restriction de la circulation des armes à feu. «*To day is the day*» («*Ce jour est aujourd'hui*»), mentionnaient peu après des pancartes brandies par des participants à une veillée aux chandelles devant la Maison Blanche, tandis que le mot-clé «*#todayistheday*» se répand sur Twitter.

Si la tuerie du Connecticut a provoqué un choc dans l'opinion en raison de l'extrême jeunesse des victimes, elle n'est que la dernière en date d'une longue série en quatre ans de mandat de Barack Obama.

Début 2011 à Tucson en Arizona (sud-ouest), six personnes avaient été tuées par un tireur qui avait visé un rassemblement d'une représentante démocrate, elle-même grièvement blessée. L'été dernier à Aurora au Colorado (ouest), 12 personnes avaient été abattues dans un cinéma.

L'ombre de la NRA

A chaque fois, Barack Obama s'est rendu sur place, et à chaque fois il a parlé de la nécessité

de réduire la violence. Il a promis de «*continuer à travailler*» avec le Congrès pour parvenir à un «*consensus*» sur la façon de lutter contre la violence due aux armes.

Mais il n'est pas allé au-delà des mots, une timidité attribuée par les observateurs à la nécessité, alors qu'il brigait un second mandat, de ne pas s'aliéner les électeurs d'Etats-clés attachés à une interprétation large du deuxième amendement de la Constitution qui défend le port d'armes.

L'ombre du lobby des armes à feu, la NRA, pourvoyeuse de fonds électoraux et très critique de Barack Obama malgré l'absence de mesures hostiles à son programme dans le bilan de ce dernier, pèse aussi sur les consultations locales. Républicains ou démocrates, peu de candidats au Congrès se hasardent à se mesurer à la puissante organisation.

Mais après Newtown, «*appeler à des "mesures significatives" n'est pas suffisant*», a affirmé vendredi l'influent maire de New York, Michael Bloomberg.
«*Il nous faut des mesures immédiates. Nous avons déjà entendu ces arguments*», a-t-il ajouté.

Un ton que l'on retrouvait samedi dans les éditoriaux de la presse de gauche ou modérée. «*Il faut que (Barack Obama) agisse en président, enfin libéré des contraintes électorales et de leurs sales compromis, un président qui ose changer le débat national et le programme législatif sur les armes*»
, affirmait le
New Yorker

De son côté, «*Salon.com*» appelle Obama à ne «*pas avoir peur*» d'entrer dans ce débat, marqué selon lui par la «*lâcheté*»
des démocrates depuis plus d'une décennie. Selon lui, la réélection du président a montré que son camp pouvait gagner sans le soutien des défenseurs du deuxième amendement.

Un meilleur contrôle des armes «*ne se produira pas sauf si M. Obama et les chefs du Congrès*

